



Fukushima 10 ans après

Le 11 mars 2011, à Fukushima au Japon, un tsunami provoquait la fusion de 3 des 6 réacteurs de la centrale nucléaire.

Depuis cette date, la catastrophe continue.

Des liquidateurs qui « nettoient » au péril de leur santé et de leur vie.

De la terre gravement polluée dans d'innombrables conteneurs.

Des millions de tonnes d'eau contaminée (le retraitement ne fait que diminuer la radioactivité) que le gouvernement veut déverser dans l'océan.

Les populations, dont des enfants malades, vivent avec la radioactivité qui continuera à être présente pendant des centaines d'années.

Mais le discours officiel se veut rassurant, car « on » veut maintenir les Jeux Olympiques programmés au Japon !

福島は二度とありません Fukushima plus jamais !

Il est urgent de sortir du nucléaire !

Vivre avec la radioactivité ?

Tchernobyl nous a appris que la radioactivité n'a pas de frontières. Ses conséquences sanitaires sont aujourd'hui évidentes et décelables. Les rejets permanents en « fonctionnement normal » comme à la Hague, les accidents, les déchets ingérables qui s'accumulent, les essais et l'armement nucléaire sont dangereux. Ici le plutonium relâché lors de l'accident caché de St Laurent des Eaux (1980) dans la Loire et les rejets permanents de tritium des réacteurs contaminent l'eau potable.

Le nucléaire, gouffre financier

Constructions avec malfaçons et surcoûts, rafistolages des anciens réacteurs, démantèlement des centrales, gestion des déchets pendant des milliers d'années, recherche financée par l'Etat... Tout cela coûte très cher.

Les factures sont en hausse constante. Le projet Hercule démantèle EDF : en séparant la filière nucléaire déficitaire du reste des activités d'EDF, l'Etat socialise les pertes et privatise les bénéfiques. Il pénalise la transition énergétique en laissant la main au privé, qui réduit ses investissements de sécurité.

Pour permettre la transition énergétique, il faut un service de l'électricité 100% public, sous contrôle citoyen et décentralisé.

Des déchets ingérables

Aucune solution n'a été trouvée pour neutraliser les déchets. L'enfouissement est insensé. Le 13 janvier 2021, l'Autorité Environnementale a émis un avis qui relève l'insuffisance de prise en compte des enjeux environnementaux - "absence d'analyse des risques accidentels liés au projet et de leurs impacts, risque de contamination des eaux souterraines etc..." - confortant les craintes des opposant.e.s au site d'enfouissement de Bure.

En 2021, un autre projet du gouvernement est de faire fondre et « traiter » des métaux dits "faiblement radioactifs" afin de les réutiliser. Bientôt dans nos poêles à frire et nos vélos ?

Macron chantre du nucléaire, comme ses prédécesseurs !

Le nucléaire en France, pays le plus nucléarisé du monde, nous fait prendre du retard dans les énergies renouvelables. En dehors de toute démocratie, les décisions sont basées sur des choix politiques absurdes. La société nucléaire écrase la démocratie et les droits de l'homme : de l'exploitation de l'uranium à la gestion des déchets, l'humain n'a plus sa place.

Nous ne sommes pas à l'abri d'autres Fukushima.

L'argument du maintien du nucléaire pour éviter le « retour à la bougie » devient ridicule : si retour à la bougie il y a, il sera dû à l'accident nucléaire ou au dérèglement climatique.

La prolongation, coûteuse et dangereuse, des vieux réacteurs vient d'être actée. Est-ce ainsi que l'on protège les populations ?

Le nucléaire pour sauver le climat ?

Ce n'est pas le nucléaire qui sauvera le climat ! **Le nucléaire est vulnérable au dérèglement climatique** (inondations, sécheresses, qui ont des conséquences sur le refroidissement indispensable aux réacteurs).

Ni nucléaire, ni effet de serre !

Prenons la main sur notre avenir : l'arrêt du nucléaire fait partie des grandes décisions à prendre pour préparer le monde de demain. Il faut sortir à la fois des énergies fossiles et du nucléaire et construire une autre société, sobre, solidaire et égalitaire. L'ensemble des forces politiques, syndicales, citoyennes, de transformation sociale et écologique doivent faire de cet enjeu une priorité absolue.

EPR Flamanville : l'urgence c'est d'arrêter

En 2007, EDF commençait les travaux de l'EPR de Flamanville, prévus pour durer 5 ans et pour un coût de 3,3 milliards d'euros. Quatorze ans plus tard, la livraison est prévue – au mieux, ou plus exactement au pire – pour 2024, pour un coût multiplié par 6, soit entre 19 et 20 milliards d'euros.

A l'évidence, ce type de réacteur nucléaire - dit de troisième génération - n'est pas au point technologiquement et constituerait un danger permanent pour les populations dans un très large rayon.

AREVA construit également une centrale EPR à Olkiluoto en Finlande. Il y a moins d'un an une défaillance d'une soupape de sûreté du pressuriseur de la centrale EPR, élément essentiel de la sûreté du réacteur, a été identifiée conduisant à de nouvelles vérifications sur les quatre centrales EPR qu'EDF construit, en Finlande, en Chine (2) et à Flamanville.

L'EPR est le réacteur le plus dangereux au monde en raison de sa puissance -1600 mégawatts-, du combustible utilisé - le MOX, un mélange d'oxyde de Plutonium et d'uranium beaucoup plus radioactif que l'uranium – et de la nocivité des déchets – 7 fois plus nocifs que ceux des centrales nucléaires historiques – alors que la question du stockage de ces déchets hautement radioactifs est toujours aussi problématique.

Aujourd'hui l'urgence est d'arrêter ce fiasco industriel et financier et de cesser de jouer avec la sécurité des populations.



La France doit ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

La ministre des Armées, Florence Parly, a annoncé le 19 février dernier le lancement de la construction de quatre nouveaux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) pour remplacer les 4 SNLE actuels.

Selon le Ministère des Armées ces SNLE intégreront plus d'un million d'équipements, de composants et systèmes et nécessiteront la pose de plusieurs centaines de kilomètres de câbles au cœur même des sous-marins: « *Les objets technologiques les plus complexes au monde* ». Rassurant ni pour les militaires qui y travailleront, ni pour la population !

Cette annonce du gouvernement Macron est intervenue un mois jour pour jour après l'entrée en vigueur du **Traité sur l'interdiction des armes nucléaires**, voté en 2017 par les Nations Unies, suite à sa ratification par un 50^{ème} état signataire.

Ce traité interdit la mise au point, l'essai, la production, le stockage, le transfert, l'utilisation et la menace de l'utilisation des armes nucléaires en raison des « conséquences humanitaires catastrophiques » qu'entraînerait leur utilisation. Mais, en l'état, ce traité n'est applicable qu'aux Etats qui le ratifient, ce que la France et les Etats disposant des armes nucléaires se refusent à

faire au nom de la « dissuasion ». IL faut donc nous mobiliser pour exiger de l'actuel Président de la République – et des candidats.e.s à la présidentielle de 2022 – la ratification de ce traité